

PAR-DESSUS LE MARCHÉ!
Réflexions critiques
sur le capitalisme

Sous la direction de
Francis Dupuis-Déri



2012

Le mouvement Occupy et la question des inégalités : ce que le slogan « Nous sommes les 99 % » dit et ne dit pas

MARCOS ANCELOVICI¹

Ils sont le 1 %.

Ils sont les banques, l'industrie immobilière, l'industrie des assurances. Ils sont les gens importants. Lorsqu'ils ont besoin d'aide, ils sont rescapés par le gouvernement et sont encensés en tant que créateurs d'emplois. Lorsque nous avons besoin d'aide, nous n'obtenons rien et sommes accusés de nous croire tout permis. Nous vivons dans une société faite pour eux plutôt que pour nous. C'est leur monde, pas le nôtre. Si nous avons vraiment de la chance, ils nous laisseront travailler en son sein pour autant que nous ne remettons pas en question leur générosité. Nous sommes les 99 %.

Nous sommes tous les autres et nous ne resterons plus silencieux. Il est temps que le 1 % nous connaisse un peu mieux. Le 17 septembre 2011, les 99 % convergeront sur Wall Street pour faire comprendre au 1 % à quel point ils sont frustrés de vivre dans un monde fait pour quelqu'un d'autre.

– We Are the 99 Percent²

1. Professeur adjoint au département de sociologie de l'Université McGill.
2. Notre traduction. Version originale anglaise: « They are the 1 percent. They are the banks, the mortgage industry, the insurance industry. They are the important ones. They need help and get bailed out and are praised as job creators. We need help and get nothing and are called entitled. We live in a society made for them, not for

2011 AURA ÉTÉ SANS CONTREDIT l'année de toutes les contestations, du « printemps arabe » à l'automne américain et sa vague d'occupations, en passant par les émeutes grecques, les « Indignés » d'Espagne et d'Israël et le mouvement étudiant chilien incarné par Camila Vallejo, nouvelle effigie de la gauche latinoaméricaine. Au-delà de leurs particularités nationales, ces mobilisations partagent un même désir de contourner les partis politiques et les grandes centrales syndicales ainsi que d'occuper l'espace public de façon non violente pour faire valoir leur exaspération. Elles revendiquent souvent une « démocratie réelle », pour reprendre le nom de la coalition à l'origine des mobilisations espagnoles³, et dénoncent la mainmise des banques et de la finance sur la politique⁴. En Espagne d'abord, puis ensuite en Grèce, à Tel-Aviv, à New York et, à partir du 15 octobre 2011, dans plus de 1 000 villes dans le monde⁵, ces mobili-

us. It's their world, not ours. If we're lucky, they'll let us work in it so long as we don't question the extent of their charity.

We are the 99 percent. We are everyone else. And we will no longer be silent. It's time the 1 percent got to know us a little better. On Sept. 17, 2011, the 99 percent will converge on Wall Street to let the 1 percent know just how frustrated they are with living in a world made for someone else. » Voir <<http://wearthe99percent.tumblr.com/Introduction>>.

3. Voir le site de Democracy Real Ya! : <www.democraciarealya.es/>.

4. Cette revendication et cette dénonciation étaient principalement l'apanage des mobilisations occidentales; le « printemps arabe », quant à lui, incarnait avant tout un rejet de régimes dictatoriaux corrompus tandis que le mouvement étudiant chilien se concentrait sur la marchandisation de l'éducation et l'endettement des ménages et que les indignés israéliens visaient le coût de la vie et le déclassement de la classe moyenne.

5. Pour une liste non exhaustive (par exemple, Occupons Québec n'est pas mentionné), voir <http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_Occupy_movement_protest_locations>.

sations ont pris la forme d'occupations de places publiques transformées pour l'occasion en véritables villages urbains autogérés et fonctionnant sur la base d'assemblées délibératives. Bien que de taille réduite, l'occupation du parc Zuccotti, à quelques rues de la Bourse de Wall Street, à partir du 17 septembre 2011, était la plus symbolique puisqu'elle se déroulait dans l'« antre même de la bête ».

Parmi les nombreux slogans qui ont été proclamés durant la vague d'occupations de l'automne 2011 aux États-Unis, « Nous sommes les 99 % » (« *We Are the 99 Percent* ») et son compagnon « Occupons Wall Street » (« *Occupy Wall Street* ») ou une autre ville au choix) sont ceux qui auront le plus marqué les esprits et fait recette auprès des médias. Ces deux slogans ont contribué à redéfinir les termes du débat public et à placer la question des inégalités sociales au cœur, notamment, de la campagne des présidentielles américaines de novembre 2012.

Le slogan « Nous sommes les 99 % » est particulièrement évocateur à cet égard puisqu'il montre directement du doigt le 1 % le plus riche de la population, c'est-à-dire la catégorie statistique qui non seulement est en grande partie à l'origine de la crise financière mondiale, mais qui a aussi vu ses revenus augmenter significativement depuis les années 1980. En prétendant incarner la voix et les intérêts de la très grande majorité de la population contre les excès d'une minuscule élite, ce slogan pose la question de la légitimité des systèmes politique et économique dans lesquels nous vivons et lie étroitement la question de la démocratie à celle des inégalités sociales. Mais qu'en est-il vraiment? Peut-on simplifier à ce point de telles questions sans caricaturer la réalité? Et tout cela a-t-il un sens en-dehors du contexte américain, dans des pays où les

inégalités sociales ne sont pas aussi aiguës? Comme on aime souvent le rappeler, pour éviter de trancher la question et de se positionner, la réalité est beaucoup plus complexe... Alors que gagne-t-on et que perd-on à déployer de tels stratagèmes rhétoriques?

Pour aborder ces questions, nous voudrions d'abord présenter le slogan « Nous sommes les 99 % » en tant que stratégie de cadrage dans un contexte de mobilisations sociales, et évaluer brièvement l'impact médiatique qu'il a eu. Ensuite, nous le confronterons à la réalité des inégalités de revenus dans les pays développés, et tout particulièrement aux États-Unis et au Canada. Et enfin, nous nous pencherons sur le coût analytique et politique d'un tel slogan.

Mobiliser les 99 %

De nombreux commentateurs ont souligné la force du slogan « Nous sommes les 99 % ». Par exemple, le lauréat du Nobel d'économie, Paul Krugman, a salué dans sa chronique du *New York Times* la pertinence d'une telle représentation d'un des problèmes majeurs de la société étatsunienne tandis que le journal *Le Monde* n'a pas hésité à parler d'« idée de génie⁶ ».

Ce slogan a en effet le mérite d'être clair, concis, ample et mobilisateur. Dans la mesure où, par définition, presque tout le monde fait partie des 99 % les moins riches de la population, le slogan jouit d'un grand potentiel rassembleur tandis que les possibilités d'alliances sont immenses

6. Voir Paul Krugman, « We Are the 99.9 % », *The New York Times*, 24 novembre 2011; et Sylvain Cypel, « 99 % contre 1 %, idée de génie », *Le Monde*, 6 décembre 2011.

et variées. De même, identifier comme ennemi principal le 1 % le plus riche et l'associer, par l'entremise de l'occupation de Wall Street, à l'élite du système bancaire américain, qui a été sauvée du naufrage grâce aux fonds publics, permet de canaliser les souffrances, les frustrations et la colère produites par la crise financière mondiale. À cet égard, en brossant un portrait manichéen opposant les 99 % au 1 %, le slogan « Nous sommes les 99 % » a tous les attributs d'un cadre d'action collective facilitant la mobilisation.

Comme l'ont montré les recherches sur les mouvements sociaux, les tensions structurelles et le mécontentement n'engendrent pas automatiquement une vague de mobilisation. Encore faut-il que le public définisse la situation d'une façon qui conduise à l'action collective et qu'il réussisse à relier entre eux des enjeux, des problèmes et des expériences qui peuvent *a priori* avoir l'air individuels⁷. C'est là le rôle des cadres d'action collective. Inspirée de la sociologie interactionniste d'Erving Goffman et développée par David Snow et ses collègues au milieu des années 1980, la notion de cadre d'action collective renvoie au travail

7. Voir, entre autres, les travaux de Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social Movements: An Introduction*, Malden, Blackwell, 2006; Lilian Mathieu, *L'espace des mouvements sociaux*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2012; Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, New York, Cambridge University Press, 2001; Sidney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics*, New York, Cambridge University Press, 1998. L'interprétation des acteurs n'est évidemment pas le seul facteur à prendre en compte pour expliquer l'émergence des mobilisations. Il faut aussi considérer les réseaux sociaux, les ressources, les organisations, la structure des opportunités politiques, etc. Cependant, l'objet de ce chapitre n'est pas d'expliquer l'émergence de Occupy Wall Street, mais d'analyser le sens et les implications de son principal slogan.

cognitif et discursif des militants lorsqu'ils essaient de persuader une population cible d'appuyer une cause et de s'engager dans une mobilisation⁸. Le travail de cadrage doit définir le problème principal, identifier les causes ou les personnes qui en sont à l'origine et proposer une solution ou, à tout le moins, une orientation pour l'affronter afin de motiver les sympathisants à participer à la mobilisation et le public à l'appuyer. Dans la mesure où il prétend être porté par la grande majorité de la population (les 99 %), définit le problème comme l'accaparement des ressources et du pouvoir par une toute petite minorité non imputable (le 1 %) et est associé à l'occupation des places publiques comme moyen privilégié pour corriger cet état de fait, le slogan « Nous sommes les 99 % » joue parfaitement ce rôle mobilisateur. Sa dimension performative produit le corps social qu'il prétend représenter tandis que sa diffusion, au fur et à mesure de la mobilisation, augmente sa crédibilité et sa légitimité et, ainsi, ses effets mobilisateurs.

L'écho ou la résonance que rencontre ce slogan est manifeste dans la multiplication de témoignages de gens qui disent incarner, par leur situation et leurs problèmes, les 99 %. Ainsi, depuis le 9 septembre 2011, soit neuf jours avant le début de l'occupation du parc Zuccotti à Manhattan, le site wearethethe99percent.tumblr.com, affilié à Occupy Wall Street, affiche des photo-témoignages de sympathisants

8. Voir l'article classique de Snow *et al.* ainsi que l'évaluation des progrès accomplis depuis : David A. Snow, E. Burke Rochford Jr., Steven K. Worden et Robert D. Benford, « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, vol. 51, n° 4, 1986, p. 464-481 ; Robert D. Benford et David A. Snow, « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, p. 611-639.

(voir Figure 1). Suivant les conseils du site, ces témoignages individuels parlent de problèmes d'emploi, de dette, de maison saisie, etc., et se terminent en affirmant faire partie des 99 % et en invitant le public à occuper Wall Street. Selon la logique de l'argument de Snow et ses collègues, cet alignement du cadrage des militants de Occupy Wall Street avec celui de ses sympathisants facilite le recrutement de nouveaux appuis et le développement de la mobilisation⁹. C'est aussi une composante importante de l'articulation d'une identité collective, basée sur une opposition manichéenne entre les 99 % et le 1 %. Cette identification est une source d'incitation à l'action collective et favorise tant l'engagement individuel que l'extension du cadrage à d'autres enjeux¹⁰.

Mais l'impact du slogan « Nous sommes les 99 % » et de Occupy Wall Street va au-delà de l'alignement des cadres et de nouvelles formes d'identification collective. Il faut se pencher sur la couverture médiatique et sur les termes du débat public américain pour en saisir l'ampleur. Selon le

9. Snow *et al.*, *op. cit.* Cependant, comme le souligne très justement Lilian Mathieu, « les discours par lesquels les agents donnent sens à leur engagement ne sont pas le préalable à la mobilisation, mais bien une dimension de sa pratique [...]. L'alignement des cadres [...] apparaît davantage comme un de ses effets. C'est dans et par la participation au mouvement que peut se réaliser une relative homogénéisation des points de vue, projets ou programmes des agents, mais celle-ci ne préexiste pas à leur engagement. » Lilian Mathieu, *op. cit.*, p. 265-266.

10. Sur le rôle des identités collectives dans le processus de mobilisation, voir Francesca Polletta et James M. Jasper, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, vol. 27, 2001, p. 283-305. Tout comme l'alignement des cadres, la construction des identités collectives prend forme davantage dans le processus de mobilisation que préalablement.

Pew's Project for Excellence in Journalism, dans la première semaine d'octobre 2011, Occupy Wall Street représentait 7 % des nouvelles nationales étatsuniennes, soit un chiffre équivalent à la couverture médiatique dont avait joui le très conservateur Tea Party lorsqu'il devint un phénomène national en avril 2009. Une semaine plus tard, entre le 10 et le 16 octobre 2011, Occupy Wall Street représentait 10 % des nouvelles nationales étatsuniennes¹¹. Ce n'est pas négligeable pour quelques centaines de campeurs et quelques milliers de manifestants !

Cette couverture médiatique a permis une redéfinition du débat public étatsunien. Ainsi, selon une étude du blogue ThinkProgress, durant la dernière semaine de juillet 2011, donc bien avant l'émergence du slogan « Nous sommes les 99 % » et le début de Occupy Wall Street, le mot « dette » a été mentionné 7 583 fois sur les réseaux d'information CNN, Fox et MSNBC tandis que le mot « chômage » n'a été mentionné que 427 fois et le mot « chômeur » 75 fois ; cela laisse supposer que les problèmes économiques étaient abordés principalement à travers le prisme des coupures budgétaires et que les problèmes d'un secteur important de la population (les chômeurs) étaient presque absents du débat. Deux mois et demi plus tard, entre le 10 et le 16 octobre 2011, donc presque un mois après le début de Occupy Wall Street et simultanément à la propagation des occupations dans de nombreuses villes nord-américaines

11. Mark Jurkowitz, « Coverage of Wall Street Protests Keeps Growing, Gets More Political », *PEJ News Coverage Index*, 10-16 octobre 2011. Le PEJ News Coverage Index est basé sur 52 sources d'information, incluant les principaux journaux nationaux, le web, les principaux réseaux de télévision, du câble et la radio. Voir le site du Pew Research Center, <www.people-press.org/>.



FIGURE 1
Exemple de témoignages des 99 %
Source : <http://wearthe99percent.tumblr.com/archive> (capture d'écran le 22 février 2012).

à partir du 15 octobre, le mot « dette » n'était plus mentionné que 398 fois tandis que le mot « chômage » était mentionné 194 fois, le mot « chômage » 506 fois, le mot « occupy » 1 278 fois, le mot « Wall Street » 2 387 fois et le mot « emploi » 2 738 fois¹².

De même, selon le blogue Politico, le nombre de nouvelles mentionnant les mots « *income inequality* » (« inégalité de revenu ») est passé de 91 dans la semaine précédant le début de Occupy Wall Street à près de 500 au début du mois de novembre 2011¹³. Dans la même veine, entre septembre et octobre 2011, le nombre de recherches sur Google avec les mots clés « *99 percent* » a été multiplié par sept¹⁴. Dans un autre ordre d'idées, mais tout de même révélateur de la diffusion de la référence aux 99 % et aux inégalités, depuis le 19 octobre 2011, le site web du *Wall*

12. Zaid Jilani, « Thanks to the 99 Percent Movement, Media Finally Covering Job Crisis and Marginalizing Deficit Hysteria », ThinkProgress, 18 octobre 2011, <<http://thinkprogress.org/special/2011/10/18/346892/chart-media-jobs-wall-street-ignoring-deficit-hysteria/>>. Cela dit, il faut rappeler qu'à la fin juillet 2011, le Congrès américain était complètement paralysé par la question de la réduction du déficit et du remboursement de la dette; il n'est donc pas surprenant que le mot « dette » ait été plus souvent mentionné. De même, dans la mesure où ThinkProgress ne fournit pas de fréquences pour les mots « emploi » et « Wall Street » en juillet 2011, il n'est pas possible d'évaluer leur progression. Cependant, la dette n'a bien évidemment pas disparu depuis la fin juillet; elle a simplement cédé le pas à d'autres enjeux comme l'emploi et cela constitue une victoire de Occupy Wall Street.

13. Dylan Byers, « Occupy Wall Street is winning », *Politico*, 11 novembre 2011. <www.politico.com/blogs/bensmith/1111/Occupy_Wall_Street_is_winning.html>. Le calcul de Politico est basé sur les nouvelles des journaux, du web et de la télévision recensées par le moteur de recherche Nexis.

14. Brian Stelter, « Camps Are Cleared, but the "99 percent" Still Occupies the Lexicon », *The New York Times*, 30 novembre 2011.

Street Journal propose à ses lecteurs de calculer leur propre position sur l'échelle des revenus, entre le 1 % le plus pauvre (moins de 2 500 \$US/année) et le 1 % le plus riche (plus de 506 000 \$US/année)¹⁵.

Toutes les références aux « 99 % » ne sont pas forcément favorables à la cause des occupants. Ainsi, le maire de Philadelphie a demandé aux manifestants de démanteler leur campement pour permettre des travaux qui seraient soi-disant « effectués par les 99 % pour les 99 %¹⁶ ». Mais même une telle utilisation de la référence aux 99 % a contribué à son institutionnalisation dans le débat public et, ainsi, à la présence continue de la question des inégalités sociales. À cet égard, Occupy Wall Street et le mouvement d'occupations qui s'est propagé à partir du 15 octobre 2011 ont réussi à faire ce que le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux américains n'avaient pu accomplir depuis le début de la crise financière en 2008.

Au Canada, l'effet de ces mobilisations s'est également fait sentir et elles ont obtenu l'appui de la majorité de la population. Selon un sondage réalisé pour le compte de *La Presse*, *The Globe & Mail* et CTV à la fin octobre 2011, près de 60 % des Canadiens se disaient « favorables » ou « plutôt favorables » au mouvement d'occupations. Au Québec, l'appui était encore plus marqué: près de 70 % des Québécois se disaient « favorables » (48,8 %) ou « plutôt favorables » (20,9 %) au mouvement¹⁷. Un autre sondage,

15. Phil Izzo, « What Percent Are You? », *Wall Street Journal*, 19 octobre 2011. <<http://blogs.wsj.com/economics/2011/10/19/what-percent-are-you/>>.

16. Brian Stelter, *op. cit.*

17. Annie Mathieu, « Les indignés se butent au maire Labeaume », *Le Soleil*, 8 novembre 2011. Le sondage a été mené entre le 20 et le 24 octobre 2011 auprès de 1 201 Canadiens de 18 ans et plus.

réalisé pour le compte du *Devoir* au début novembre 2011, est moins positif à l'égard du mouvement d'occupations, mais note quand même que 46 % de la population québécoise disait appuyer « tout à fait » ou « assez » les revendications du mouvement; parmi ceux qui connaissent le mouvement, cet appui montait à 53 %¹⁸. Là encore, on peut parler d'un succès considérable étant donné l'émergence rapide du mouvement et le nombre réduit de participants actifs.

Les 99 % et le 1 %, au-delà du slogan

Le slogan « Nous sommes les 99 % » mobilise et fait parler d'inégalités sociales. Soit. Mais représente-t-il la réalité des inégalités aux États-Unis et dans les pays dans lesquels il a été repris, comme le Canada? Sur quoi met-il le doigt exactement? La trajectoire des revenus du 1 % le plus riche de la population est-elle vraiment aussi scandaleuse que le slogan le laisse entendre?

Selon le lauréat du Nobel d'économie et chroniqueur du *New York Times*, Paul Krugman, le slogan vise juste mais pas assez haut; les vrais profiteurs des 20 dernières années seraient dans le 0,1 % le plus riche de la population¹⁹. Bien qu'ils préfèrent minimiser son importance, certains chroniqueurs canadiens reconnaissent la pertinence de ce diagnostic pour le Canada²⁰. D'autres, par contre, trouvent

18. Brian Myles, « Sondage – Un appui somme toute modeste », *Le Devoir*, 19 novembre 2011. Le sondage a été mené auprès de 1 000 Québécois de 18 ans et plus.

19. Paul Krugman, *op. cit.*

20. Par exemple, dans le magazine *Maclean's*, Andrew Coyne reconnaît que le 1 % le plus riche de la population canadienne s'est considérablement enrichi ces dernières années tout en affirmant, dans la foulée, que le problème n'est pas les riches comme tels, mais plutôt

complètement farfelu de prétendre que la situation canadienne et, *a fortiori*, la situation québécoise puissent avoir quelque chose à voir avec celle des États-Unis. Par exemple, Martin Coiteux, professeur à l'École des hautes études commerciales (HEC) de Montréal, déclarait dans *La Presse*:

L'injustice dénoncée par les « Indignés » de Wall Street n'a rien à voir avec la réalité au Québec. [...] l'occupation de Bay Street à Toronto ou celle du square Victoria à Montréal ne peut se réclamer des motifs qui animent les « indignés » américains qu'au prix d'une sérieuse distorsion de la réalité canadienne. [...] la croissance des inégalités observée aux États-Unis n'[a] pas traversé la frontière. [...] l'injustice dénoncée par les occupants de Wall Street n'a rien à voir avec notre réalité²¹.

Les propos de M. Coiteux ne sont pas uniques. Ils ne nient pas l'existence d'inégalités au Canada et au Québec; ils disent simplement que celles-ci ne sont pas aussi aiguës et n'ont pas autant augmenté qu'aux États-Unis. L'indignation des manifestants canadiens et québécois serait donc déplacée ou inutile.

Une telle position suppose que les inégalités sociales deviennent problématiques et illégitimes uniquement à partir d'un certain seuil, aussi vague qu'arbitraire. En dessous de ce seuil, elles seraient acceptables. On peut s'interroger sur le raisonnement qui sous-tend cette justification des inégalités (croyance en la méritocratie [les

la persistance de la pauvreté. Il écarte ainsi toute la question des inégalités. Voir Andrew Coyne, « A Phony Class War: The Occupy Wall Street movement has it wrong. The rich aren't the real problem », *Maclean's*, 31 octobre 2011, p. 24-26.

21. Martin Coiteux, « Comparaison boiteuse », *La Presse*, 24 octobre 2011. Nous soulignons.

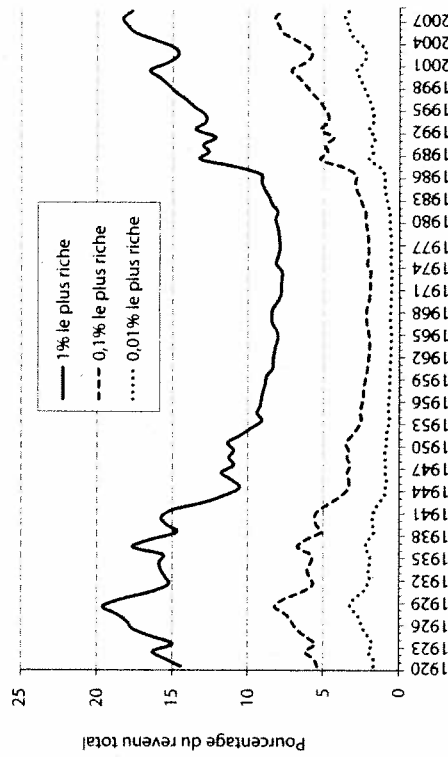
différences de revenus ne seraient que le reflet de la distribution inégale du talent et de l'effort], prétendue nécessité d'incitations au risque et à l'investissement pour stimuler l'innovation et la création d'emplois, etc.). Mais au-delà des justifications normatives et idéologiques, qu'en est-il des chiffres ?

Il n'y a aucun doute à cet égard, la situation étatsunienne est aujourd'hui pire que celle du Canada et les inégalités sociales y sont plus élevées que dans la plupart des pays. On constate ainsi que, à partir de la moitié des années 1980, la part des revenus nationaux détenue par le 1 % le plus riche augmente rapidement pour dépasser la barre des 15 % en 2004 et atteindre, à la veille de la crise financière, 18,29 % en 2007 (voir Figure 2)²². C'est presque autant que le record américain pour le XX^e siècle, lorsque la part des revenus nationaux détenue par le 1 % le plus riche atteignit 19,6 % en 1928, cette fois à la veille du crash de 1929. Comme l'ont souligné de nombreux économistes, dont Paul Krugman avec son titre « We Are the 99.9 % Percent »²³, cette concentration des richesses a, en fait, principalement bénéficié aux 10 % les plus riches parmi le 1 %, soit le 0,1 % le plus riche du pays. En effet, en 1980, la part des revenus nationaux détenue par le 1 % le plus riche était 8,18 % tandis que celle détenue par le 0,1 % le plus riche était 2,23 %, soit un ratio légèrement supérieur à ¼. Mais en 2007, la part des revenus nationaux détenue par le 1 % le plus riche était

22. Toutes les données relatives aux hauts revenus sur lesquelles nous appuyons dans ce chapitre sont tirées de Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, *The World Top Incomes Database*, <<http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>>, consulté le 19 février 2012.

23. Paul Krugman, *op. cit.*

FIGURE 2
La concentration des richesses aux États-Unis



Source: Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, *The World Top Incomes Database*, <<http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>>, consulté le 19 février 2012. Basé sur Thomas Piketty et Emmanuel Saez, « Income and Wage Inequality in the United States 1913-2002 », in A. B. Atkinson et T. Piketty (dir.), *Top Incomes over the Twentieth Century. A Contrast Between Continental European and English-Speaking Countries*, New York, Oxford University Press, 2007 (données mises à jour par les mêmes auteurs).

18,29 % tandis que celle détenue par le 0,1 % était 8,23 %, soit un ratio légèrement inférieur à ½. Proportionnellement, le 0,1 % le plus riche des États-Unis concentre donc aujourd'hui une part beaucoup plus importante des richesses.

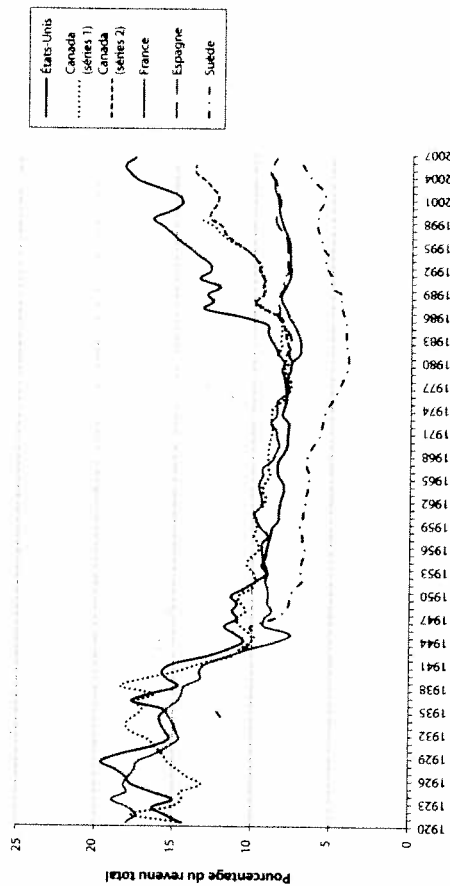
Une telle évolution est-elle vraiment propre aux États-Unis ? Replaçons d'abord l'exceptionnalisme américain dans la longue durée. En effet, les États-Unis n'ont pas toujours été à l'avant-garde de la concentration des richesses. Entre le début des années 1950 et la fin des années 1970, la part des revenus nationaux détenue par le 1 % le plus riche de la population étatsunienne était *inférieure* à

celle du 1 % le plus riche du Canada et même de la France (voir Figure 3). Ce n'est qu'à partir du milieu des années 1980 que l'écart se creuse véritablement entre les États-Unis et la majorité des autres pays industrialisés. Ensuite, lorsqu'on compare l'évolution des hauts revenus au Canada et aux États-Unis, force est de constater que leur trajectoire est plutôt similaire (voir Figure 4). Le Canada a beau jouir d'un système de santé public et de mesures redistributives plus généreuses que celles de son voisin du sud, il n'en demeure pas moins que les richesses y sont de plus en plus concentrées au sommet de la pyramide²⁴. L'évolution des hauts revenus au Canada et aux États-Unis est d'autant plus similaire qu'on la compare à celle d'autres pays industrialisés comme l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon et la Suède. Depuis le début des années 1980, le Canada et les États-Unis connaissent en effet une trajectoire qui se démarque de celle de ces pays (voir Figure 5). À la lumière de ces données, il est clair que le Canada a beaucoup plus en commun avec les États-Unis qu'on ne veut souvent l'admettre.

Pendant, quelques nuances s'imposent. Tout d'abord, les données d'Alvaredo, Atkinson, Piketty et Saez sur lesquelles nous nous appuyons ici ne concernent que les hauts revenus et ne nous disent rien sur la distribution

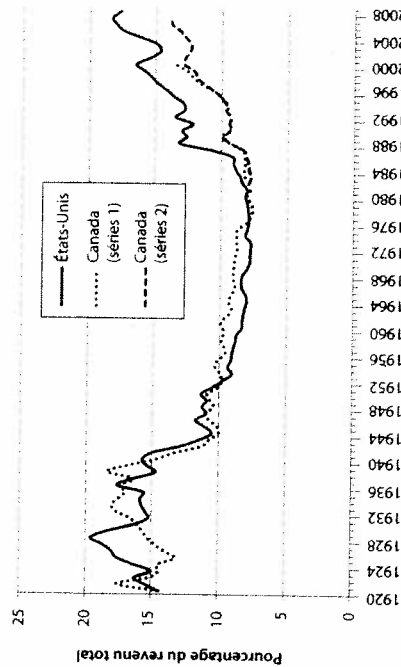
24. Comme le remarquent Saez et Veall, cette évolution est principalement le produit d'une augmentation des salaires et des rémunérations les plus élevés. Voir Emmanuel Saez, « Top Incomes in the United States and Canada over the Twentieth Century », *Journal of the European Economic Association*, vol. 3, n° 2-3, 2005, p. 402-411; Emmanuel Saez et Michael R. Veall, « The Evolution of High Incomes in Northern America: Lessons from Canadian Evidence », *American Economic Review*, vol. 95, n° 3, 2005, p. 831-49.

FIGURE 3
La part du 1 % le plus riche depuis les années 1920



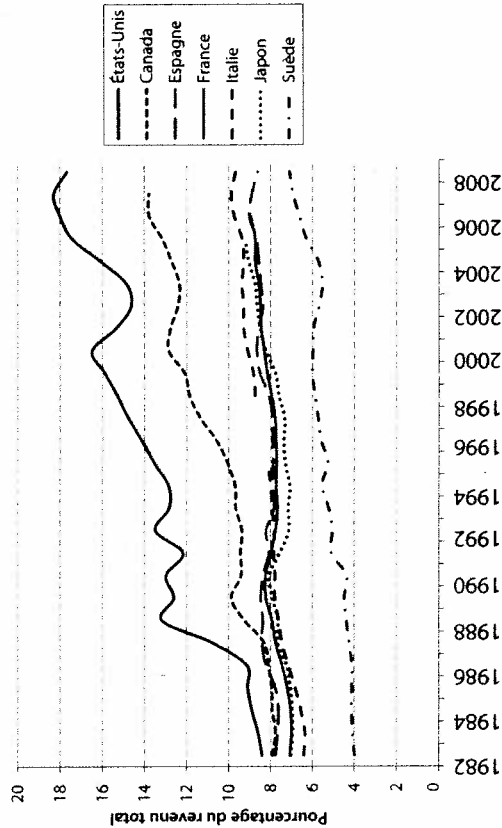
Source: Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, The World Top Incomes Database, <<http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>>, consulté le 19 février 2012.

FIGURE 4
La part du 1 % le plus riche aux États-Unis et au Canada



Source: Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, The World Top Incomes Database, <<http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>>, consulté le 19 février 2012.

FIGURE 5
La part du 1 % le plus riche depuis 1982



Source: Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, The World Top Incomes Database, <<http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>>, consulté le 19 février 2012.

des revenus parmi les catégories inférieures²⁵. Ensuite, dans la mesure où elles sont basées sur les déclarations de revenu, ces données peuvent être affectées par l'évasion fiscale des plus riches et ne sont pas parfaitement exactes²⁶. Enfin, il s'agit de données représentant les revenus *avant* impôt. Elles ne reflètent donc pas les effets correcteurs ou

25. Les limites que nous soulignons dans ce paragraphe ne font que reprendre celles qu'Alvaredo, Atkinson, Piketty et Saez reconnaissent eux-mêmes. Voir la page intitulée « Introduction » sur leur site: <<http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes/>>.

26. Cela dit, ce biais implique que les revenus des plus riches seraient en réalité encore plus élevés que ne l'indiquent ces données et que, donc, les inégalités réelles seraient plus aiguës.

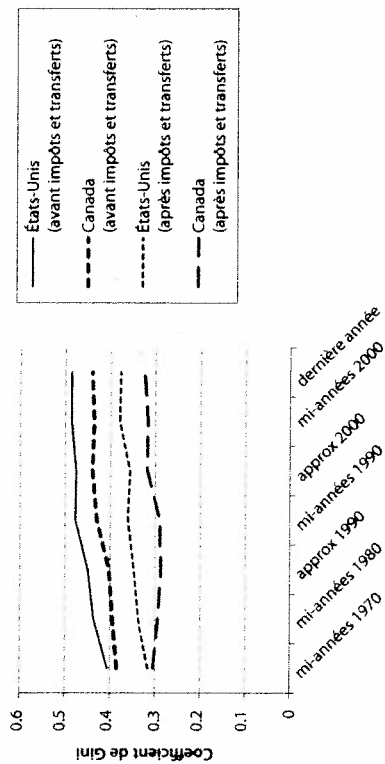
atténuants des politiques fiscales et sociales. Cela est problématique lorsqu'on veut comparer la situation des États-Unis à celle de pays aux politiques plus redistributives. C'est généralement à cette dimension que font référence ceux qui insistent sur l'écart entre les situations états-unienne et canadienne. Pour prendre la réelle mesure des inégalités, il faut se pencher sur les revenus *après* impôts et transferts sociaux.

Vu sous cet angle, le niveau des inégalités – telles que mesurées par le coefficient de Gini²⁷, qui mesure le degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée – est non seulement plus bas mais aussi plus stable au Canada qu'aux États-Unis (voir Figure 6). Les politiques fiscales et sociales canadiennes ont en effet permis d'éviter que les inégalités n'augmentent beaucoup. Par contre, lorsqu'on compare le Canada aux pays européens, sa performance est moins impressionnante. Bien qu'il soit moins inégalitaire que le Royaume-Uni, il fait piètre figure face à la France, à l'Allemagne et aux Pays-Bas et, surtout, aux pays scandinaves comme la Suède et le Danemark (voir Figure 7).

Le fait que la fiscalité et les politiques sociales canadiennes atténuent les inégalités n'empêche pas que certaines tendances soient préoccupantes. Selon une étude réalisée par le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) et l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), l'évolution des inégalités de revenus *après* impôt au Québec montre que, malgré les mesures

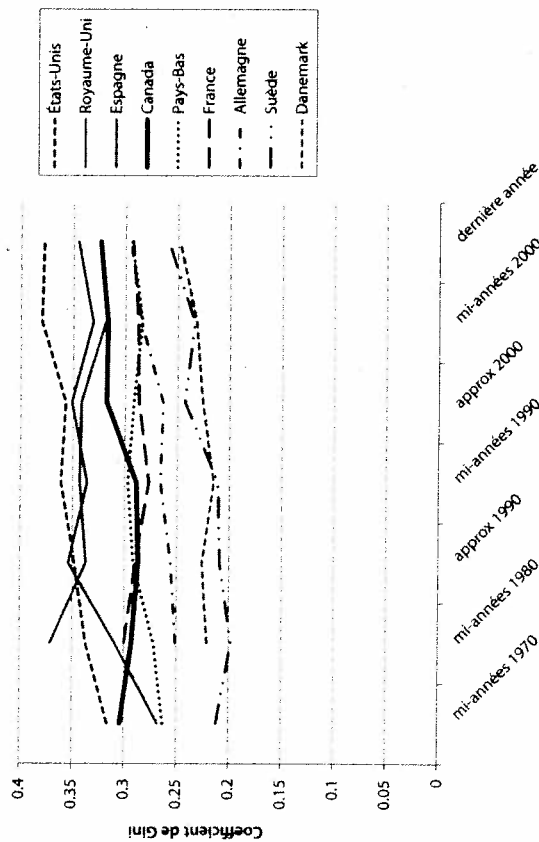
27. Le coefficient de Gini est l'indicateur standard utilisé pour les comparaisons internationales des inégalités. Il va de 0 (égalité parfaite) à 1 (inégalité parfaite).

FIGURE 6
Les inégalités *avant* et *après* impôts et transferts



Source: OECD.StatExtracts, <<http://stats.oecd.org/Index.aspx>>, consulté le 23 février 2012. L'OCDE ne fournit pas de dates précises.

FIGURE 7
Les inégalités *après* impôts et transferts



Source: OECD.StatExtracts, <<http://stats.oecd.org/Index.aspx>>, consulté le 23 février 2012. L'OCDE ne fournit pas de dates précises.

redistributives de l'État, les 40 % et, surtout, les 10 % les plus riches ont vu leur part de revenu augmenter depuis la moitié des années 1970²⁸. Certes, durant cette même période, la plus forte augmentation a eu lieu au sein du 10 % le plus pauvre, qui a vu ses revenus grimper de 20 % (voir Tableau 1). Mais cela n'est pas suffisant pour éviter une plus grande concentration des richesses au sommet. D'ailleurs, pour l'ensemble de la population québécoise, le coefficient de Gini du revenu après impôt est passé de 0,353 en 1976 à 0,375 en 2006²⁹.

Par conséquent, on peut avancer que le slogan « Nous sommes les 99 % » et son accusation implicite du 1 % le plus riche soulèvent un problème bien réel et central des sociétés nord-américaines. Bien que le contexte soit différent, les indignés de Toronto et de Montréal n'ont pas besoin de travestir la réalité canadienne pour se réclamer des motifs qui animent leurs camarades étatsuniens : la croissance des inégalités a beau être moindre qu'aux États-Unis, elle a quand même bel et bien traversé la frontière et a tout à voir avec notre réalité.

28. Ève-Lyne Couturier et Bertrand Schepper, *Qui s'enrichit, qui s'appauvrit 1976-2006*, Ottawa/Montréal, Centre canadien de politiques alternatives/Institut de recherche et d'informations socio-économiques, 2010. Voir <www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2011/09/Qui-senrichit-qui-sappauvrit.pdf>.

29. *Ibid.*, p. 23. Le calcul du coefficient de Gini varie selon l'échantillon. Par exemple, selon l'Institut de la statistique du Québec, le coefficient de Gini après impôt (donc basé sur le revenu disponible) pour les familles québécoises est resté stable ces dernières années, passant de 0,300 en 1996 à 0,308 en 2008. Par contre, pour l'ensemble des familles québécoises et des personnes seules, il est passé de 0,363 à 0,380 durant la même période. Voir <www.stat.gouv.qc.ca/donstat/societe/famils_mengs_niv_vie/revenus_depense/revenus/mod1_ef_1_1_3.htm>.

TABLEAU 1
Évolution des revenus après impôt au Québec

Décile	Médiane 1976-1979	Médiane 2003-2006	Différence	Variation
1	16 349 \$	19 617 \$	3 268 \$	20,0 %
2	28 483 \$	30 784 \$	2 301 \$	8,1 %
3	36 528 \$	37 902 \$	1 374 \$	3,8 %
4	42 086 \$	44 260 \$	2 174 \$	5,2 %
5	47 377 \$	50 814 \$	3 437 \$	7,3 %
6	52 700 \$	57 961 \$	5 261 \$	10,0 %
7	59 549 \$	65 913 \$	6 364 \$	10,7 %
8	68 271 \$	76 211 \$	7 940 \$	11,6 %
9	79 429 \$	89 677 \$	10 248 \$	12,9 %
10	104 089 \$	118 961 \$	14 872 \$	14,3 %

Source: Eve-Lyne Couturier et Bertrand Schepper, *Qui s'enrichit, qui s'appauvrit* 1976-2006, Ottawa (Montréal, Centre canadien de politiques alternatives/Institut de recherche et d'informations socio-économiques, 2010, p. 34. Le premier décile est le plus pauvre, le dixième est le plus riche. Les montants sont en dollars constants de 2006.

Entre amalgames et omissions : ce que le slogan « Nous sommes les 99 % » ne dit pas

Le slogan « Nous sommes les 99 % » montre du doigt des problèmes cruciaux et favorise la mobilisation. Mais jusqu'où nous aide-t-il à analyser et à penser la complexité des inégalités contemporaines et des rapports de domination? Qu'exclut-on, à force d'amalgames et d'omissions, lorsque l'on cadre les enjeux en termes de « 99 % versus 1 % »? Pour aller vite, nous répondrons : classe, race et sexe.

Comme cela arrive souvent, le slogan « Nous sommes les 99 % » non seulement n'innove pas autant qu'on pourrait le croire, mais il est aussi confronté à des limites que des slogans similaires ont connues dans le passé. Un petit détour par l'Histoire est toujours instructif. Par exemple,

dès le XIX^e siècle, on retrouve en France une opposition entre les « petits » et les « gros »³⁰. Au fur et à mesure que se développent le mouvement ouvrier et le socialisme, les « petits » deviennent le « peuple » tandis que les « gros » sont associés au « capital apatride », une association parfois teintée d'antisémitisme³¹. Mais c'est dans les années 1930 que l'on retrouve pour la première fois l'ancêtre direct de l'opposition entre les 99 % et le 1 % avec le mythe des « deux cents familles ». Ce dernier fait référence aux deux cents actionnaires qui contrôlaient alors la Banque de France et qui apparaissent aux yeux du « peuple » comme les principaux tenants du pouvoir. Ainsi, Édouard Daladier pouvait déclarer lors du congrès du Parti radical en 1934 :

Deux cents familles tiennent les rênes de l'économie française et, en fait, de la vie politique française. L'empire de deux cents familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit. Les Deux cents familles placent leurs

30. Voir Pierre Birnbaum, *Le peuple et les gros : histoire d'un mythe*, Paris, Grasset, 1979.

31. À cet égard, il est intéressant de noter que le magazine libéral anglais *The Economist* n'a pas résisté à la tentation de faire un parallèle. Dans son édition du 7 janvier 2012, il se demande si le contre-coup (le « backlash ») contre le 1 % le plus riche ne risque pas d'aller « trop loin » en alimentant la haine historique envers la finance cosmopolite. Il déclare : « La dénonciation du 1 % – surtout lorsqu'autant de ses membres travaillent pour des compagnies portant des noms comme Goldman Sachs et N. M. Rothschild – peut libérer des émotions qu'il est difficile de contrôler. En 2009, un sondage de la *Boston Review* révélait que 25 % des Américains qui ne sont pas juifs blâmaient les Juifs pour la crise financière et ce résultat était plus élevé chez les démocrates que chez les républicains. » Voir « The dangers of demonology: Hatred of bankers is one of the world's oldest and most dangerous prejudices », *The Economist*, 7 janvier 2012, <www.economist.com/node/21542389>.

mandataires dans les cabinets politiques. Elles agissent sur l'opinion publique car elles contrôlent la presse³².

Il suffit de remplacer les « Deux cents familles » par « Wall Street » pour avoir l'impression d'être au parc Zuccotti en 2011...

Le Parti communiste français (PCF) reprend rapidement ce slogan pour en faire l'une des pierres angulaires de sa campagne électorale des législatives de 1936. On retrouve alors les prémisses des 99 % dans l'union sacrée de la nation. Selon le secrétaire général du PCF Maurice Thorez :

Nous travaillons à l'union de la nation française contre les Deux cents familles et leurs mercenaires. Nous travaillons à la véritable réconciliation du peuple de France. Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère et que tu es comme nous accablé par les mêmes soucis. Nous te tendons la main, volontaire national, ancien combattant devenu Croix-de-Feu, parce que tu es un fils de notre peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption³³.

Comme aujourd'hui les catégories 99 % et 1 %, le discours de Thorez procède à des amalgames entre des groupes sociaux totalement différents et, étonnamment pour un dirigeant communiste, réduit ce que le marxisme aurait autrement nommé « classe capitaliste » ou « classe dirigeante » à un ensemble familial. Car c'est bien la notion de classe qui tend à disparaître lorsqu'on aborde les inégalités exclusivement en fonction de la distribution des revenus. Les processus de fermeture sociale et d'interdépendance

32. Cité dans Pierre Birnbaum, *op. cit.*, p. 29-30.

33. *Ibid.*, p. 27.

ainsi que les questions de domination et d'exploitation qui sont au cœur des rapports de classe dans la pensée marxiste et, jusqu'à un certain point, wébérienne sont absents de ce type d'analyse. Il ne reste que des agrégats statistiques d'individus qui font fi de l'insertion des personnes au sein de groupes sociaux et de l'encastrement de ces groupes au sein de configurations structurelles et institutionnelles aux dimensions multiples³⁴.

Par exemple, la police fait-elle partie des 99 % ? Au niveau des revenus, la réponse est simple, mais au niveau des rapports sociaux ? Malgré les appels répétés des occupants de Wall Street et d'autres villes, aucun policier n'a refusé d'obéir aux ordres quand est venu le moment de démanteler les campements par la force ou de réprimer les manifestations. En fait, pour la police, la vague d'occupations a surtout été une source de revenus additionnels sous la forme d'heures supplémentaires relativement bien rémunérées³⁵.

Dans un autre registre, il est nécessaire d'aller au-delà des amalgames et de retracer la réalité des différentes composantes des 99 % et du 1 %. Ainsi, le 1 % le plus riche des États-Unis n'inclut pas que des agents boursiers de Wall Street (les fameux « traders »). Loin de là. Selon le magazine *Mother Jones*, il est composé de 31 % de dirigeants d'entreprise et de cadres (des « managers »), de 15,7 % de personnes œuvrant dans une profession médicale, de 13,9 % de professionnels de la finance, de 8,4 % d'avocats, de 1,8 %

34. Pour une tentative d'intégrer différentes conceptions des classes sociales, voir Erik Olin Wright, « Understanding Class: Towards an Integrated Analytical Approach », *New Left Review*, n° 60, novembre-décembre 2009, p. 101-116.

35. Ari Paul, « Occupy Wall Street's dilemma: are the police part of the 99 % ? », *The Guardian*, 1^{er} novembre 2011.

de professeurs et de scientifiques, de 1,6 % d'artistes et de sportifs, et j'en passe³⁶. De même, regarder de plus près les cent patrons les plus riches du Canada – ceux qui font partie du 0,01 % – permet d'identifier leurs bases économiques et géographiques et de retracer les réseaux transactionaux dans lesquels ils s'insèrent. D'après une étude menée par le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA), les principaux patrons les mieux payés travaillent dans les industries automobiles, minières, énergétiques et bancaires tandis que la grande majorité de leurs compagnies est basée en Ontario et en Alberta (voir Tableau 2). Il est indispensable de tenir compte de cette diversité de réalités si l'on veut comprendre ce qui se cache derrière le 1 % et savoir comment le prendre pour cible. Le 1 % ne flotte pas dans la stratosphère des hauts revenus; il est le produit de contextes et de processus particuliers et s'appuie sur des institutions et des alliances particulières pour reproduire sa position et son pouvoir.

De même, pour réussir à mobiliser les 99 %, il faut porter un regard plus sociologique sur ces composantes. À cet égard, le slogan « Nous sommes les 99 % » ne fait pas que des amalgames réducteurs; il omet également une dimension centrale des inégalités liée au racisme et à l'articulation entre race et classe. Plusieurs militants et intellectuels étatsuniens ont ainsi dénoncé Occupy Wall Street comme une mobilisation essentiellement blanche³⁷. Sans se lancer

36. Dave Gilson, « Charts: Who Are the 1 Percent? They're not all bailed-out bankers but they still own Wall Street », *Mother Jones*, 10 octobre 2011.

37. Voir, par exemple, le pamphlet de Joel Olson, « Whiteness and the 99 % », qui circule sur le web : <www.bringtheruckus.org/?q=node/2F146>.

TABLEAU 2
Échantillon du 0,01 % le plus riche du Canada

Classement	Nom	Compagnie	Industrie	Province du siège social	Rémunérations totales (\$)
1	Frank Stronach	Magna International Inc.	Automobile	Ontario	61 811 287
2	Donald Walker	Magna International Inc.	Automobile	Ontario	16 678 837
3	Siegfried Wolf	Magna International Inc.	Automobile	Ontario	16 527 837
4	Edward Sampson	Niko Resources Ltd.	Énergie	Alberta	16 474 616
5	Martin König	European Goldfields	Mines	Yukon	14 827 160
6	Richard Waugh	Bank of Nova Scotia	Banque	Ontario	13 750 529
7	Steve Laut	Canadian Natural Resources Ltd.	Énergie	Alberta	13 136 288
8	S. DeFalco	Nordion	Santé	Ontario	13 112 817
9	Gordon Nixon	Banque royale du Canada	Banque	Ontario	11 851 885
10	Jonathan Henry	Gabriel Resources	Mines	Ontario	11 695 706
11	William Doyle	Potash Corp.	Agriculture	Saskatchewan	11 601 796
12	Edmund Clark	Toronto-Dominion	Banque	Ontario	11 426 795
13	Glenn Chamandy	Gildan Activewear Inc.	Textile	Québec	11 216 009
14	Miguel de la Campa	Pacific Rubiales Energy Corp.	Énergie	Ontario	11 163 669
15	Jose Francisco Arata	Pacific Rubiales Energy Corp.	Énergie	Ontario	11 153 747
16	Serafino Lanoco	Pacific Rubiales Energy Corp.	Énergie	Ontario	11 138 005
17	Roland Pantin	Pacific Rubiales Energy Corp.	Énergie	Ontario	11 124 431
18	Murray Taylor	IGM Financial	Finance	Manitoba	11 018 373
19	Randall Eresman	Encana Corp.	Énergie	Alberta	10 775 852
20	Marvin Romanov	Nexen	Énergie	Alberta	10 765 868
28	Aaron Regent	Barrick Gold	Mines	Ontario	9 879 422
38	Nadir Mohamed	Rogers	Télécomm.	Ontario	8 580 492
41	Donald Stewart	Sun Life Financial Inc.	Finance	Ontario	8 265 495
68	André Desmarais	Power Corp. of Canada	Conglomérat	Québec	5 752 916
78	Mike Lazaridis	Research In Motion	Télécom	Ontario	5 090 279
83	Pierre Karl Péladeau	Quebecor	Média	Québec	4 880 923
85	Nancy Southern	ATCO/Canadian Utilities	Electricité	Alberta	4 766 447
100	Pierre Beaudoin	Bombardier Inc.	Aérospatiale, construction ferroviaire	Québec	3 892 000

Source: En partie basé sur Hugh Mackenzie, *Canada's CEO Elite 100: The 0.01 %*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2012, p. 17-19. Les rémunérations totales incluent les salaires, les bonus, les actions, les stock-options, les retraites et d'autres sources de revenus calculés sur une base annuelle.

dans la critique conventionnelle de l'universalisme progressiste (que l'on nomme aux États-Unis « *liberal color-blindness* »), il est clair que la composition raciale de l'occupation du parc Zuccotti détonne par rapport à la ville de New York. Alors que cette dernière compte 36 % de blancs, 27 % d'hispaniques, 22 % de noirs, 13 % d'asiatiques et 2 % d'autres groupes, un sondage réalisé entre le 14 et le 18 octobre 2011 sur le site de l'occupation a recensé 68 % de blancs, 10 % d'hispaniques, 10 % de noirs et 7 % d'asiatiques³⁸. Bref, les blancs sont très largement surreprésentés au sein d'Occupy Wall Street tandis que les hispaniques et les noirs y sont nettement sous-représentés.

Ces chiffres sont d'autant plus troublants, et minent la légitimité du slogan « Nous sommes les 99 % », que les communautés hispaniques et noires ont été jusqu'à maintenant beaucoup plus gravement touchées par la crise que la population blanche. Entre 2005 et 2009, la richesse médiane des ménages blancs est passée de 134 992 \$US à 113 149 \$US (-16 %) tandis que celle des ménages noirs passait de 12 124 \$US à 5 667 \$US (-53 %) et celle des ménages hispaniques de 18 359 \$US à 6 325 \$US (-66 %)³⁹.

38. Costas Panagopoulos, « Occupy Wall Street Survey Results », Department of Political Science, Fordham University, octobre 2011. Voir <www.fordham.edu/images/academics/graduate_schools/gsas/elections_and_campaign/_occupy%20wall%20street%20survey%20results%20102611.pdf>. Le sondage a été mené auprès de 301 personnes. Voir aussi Alice Speri, « Occupy Wall Street Struggles to Make "the 99%" Look Like Everybody », *The New York Times*, 28 octobre 2011.

39. Paul Taylor *et al.*, « Twenty-to-One: Wealth Gaps Rise to Record Highs Between Whites, Blacks and Hispanics », *Social & Demographic Trends*, Pew Research Center, Washington DC, 26 juillet 2011, p. 1-2. Par « richesse des ménages », l'étude entend la somme accumulée des actifs (maison, voiture, épargnes, etc.) moins la

Pour confronter la surreprésentation blanche et l'absence de la question raciale au sein du mouvement Occupy, les communautés noires et hispaniques ont commencé à former des caucuses au sein des occupations existantes et à lancer leurs propres occupations. La plus connue de ces initiatives est Occupy the Hood, qui a commencé à New York et compte aujourd'hui 17 « chapitres » dans différentes villes étatsunienne⁴⁰. À Montréal, la question raciale a notamment été soulevée par la manifestation « Décolonisons Montréal » qui, le 15 octobre 2011, a convergé vers le square Victoria où commençait l'occupation⁴¹. La manifestation dénonçait l'héritage du colonialisme ainsi que la condition des peuples autochtones, soulignant que Montréal était déjà un territoire occupé. Cela dit, malgré l'écho positif que la manifestation a généralement rencontré au sein d'Occupons Montréal, les questions autochtones et raciales n'ont pas vraiment été reprises par les occupants (qui étaient d'ailleurs très majoritairement blancs).

Finalement, le slogan « Nous sommes les 99 % » néglige totalement la question du sexe et, ainsi, la condition particulière des femmes au sein des 99 %. Selon une logique similaire à celle des communautés noires et hispaniques, de nombreuses militantes féministes ont reproché à Occupy

le problème des dettes (hypothèque, prêts bancaires, cartes de crédit, etc.). Les chiffres sont basés sur le Survey of Income and Program Participation (SIPP), un questionnaire économique distribué à des dizaines de milliers de ménages par le U.S. Census Bureau. Le déclin brutal de la richesse des ménages noirs et hispaniques reflète en partie la façon disproportionnée dont ces communautés ont été touchées par la crise immobilière des sub-primes.

40. Voir <www.officialoccupythetehood.org/>.

41. Voir <www.pirgconcordia.org/?p=2017>.

Wall Street d'être une mobilisation essentiellement masculine⁴² et de ne pas prendre au sérieux le sexisme et les questions de genre. Dans l'espoir de corriger certains déséquilibres structurels, elles ont contribué à la mise en place de mécanismes plus démocratiques de prise de parole, notamment les « listes progressistes » (le « *progressive stack* »), qui donnent priorité durant les assemblées à la prise de parole des groupes marginalisés, et la politique de « *step up/step back* », qui favorise une diversité des voix en encourageant les gens qui n'ont pas parlé à le faire (« *step up* », c'est-à-dire « s'avancer ») et ceux qui l'ont déjà fait à céder la parole (« *step back* », c'est-à-dire « reculer »)⁴³. Ces mécanismes jouent un rôle positif, mais ne sont pas suffisants. Au sein d'Occupons Montréal, par exemple, la proposition d'instaurer une liste progressiste a été bloquée en assemblée générale par un homme. Une telle dynamique encourage les militantes du mouvement à cultiver des espaces autonomes virtuels et réels non mixtes comme Occupy Patriarchy sur Internet et le Caucus des femmes au sein d'Occupons Montréal⁴⁴.

Mais le sexisme et l'exclusion ne sont pas l'apanage du mouvement Occupy et des 99 %. En fait, le 1 % est encore plus susceptible d'être un espace statistique et social hostile aux femmes. Nous ne nous pencherons pas ici sur les nombreuses études démontrant que, aujourd'hui encore,

42. Néanmoins, il y avait plus de femmes que de minorités raciales. Dans le sondage de Costas Panagopoulos cité plus haut, les femmes représentaient 39 % de l'échantillon.

43. Sarah Seltzer, « Where Are the Women at Occupy Wall Street? Everywhere – and They're Not Going Away », *The Nation*, 26 octobre 2011.

44. Voir <www.occupypatriarchy.org/> et, pour le Caucus des femmes, <<http://wcomtl.wordpress.com/>>.

les femmes continuent à être moins bien rémunérées que les hommes, d'être confrontées à un plafond de verre dans de nombreuses professions et à avoir moins accès que les hommes aux postes de pouvoir économique et politique. Nous nous contenterons de revenir sur les 100 patrons les plus riches du Canada : le classement n'inclut qu'une seule femme, classée 85^e sur 100 (voir Tableau 2). En d'autres termes, 99 % des 100 patrons les plus riches sont des hommes. Ce qui suggère aussi que le 1 % le plus riche de la population – et *a fortiori* le 0,1 % et le 0,01 % – est de sexe masculin et qu'il est impossible de comprendre les inégalités et les rapports sociaux de classe sans tenir compte du patriarcat⁴⁵.

Conclusion

Tout au long de ce chapitre, nous nous sommes efforcé de montrer que le slogan « Nous sommes les 99 % » a autant le mérite de montrer du doigt des problèmes réels et de faciliter la mobilisation que l'inconvénient d'omettre certaines questions aux dépens de catégories sociales particulièrement touchées par la crise financière et occupant généralement une position subordonnée dans les rapports sociaux. On rétorquera que les slogans ne sont, certes, ni des programmes politiques ni des traités philosophiques et qu'on ne peut s'attendre à ce qu'ils touchent en quelques mots à toutes les dimensions des problèmes sociaux. De plus, une analyse sérieuse du discours du mouvement

45. Voir à ce sujet le chapitre de Mélissa Blais et Isabelle Courcy dans ce livre ainsi que l'ouvrage collectif dirigé par Elsa Dorlin, *Sexe, Race, Classe, pour une épistémologie de la domination*, coll. « Actuel Marx/Confrontation », Paris, Presses Universitaires de France, 2009.

Occupy requerrait qu'on se penche sur les débats qui ont eu lieu au sein des assemblées générales, sur la multitude de comités créés durant les occupations ainsi que sur l'abondante production des blogs et de différents sites web.

Pendant, les slogans représentent souvent le plus petit dénominateur commun des mobilisations. Au-delà des courants et des factions, ils incarnent le centre de gravité symbolique d'un mouvement social donné. Par exemple, bien que le féminisme et le mouvement des femmes soient constitués d'une multitude d'approches, de branches et d'organisations, ces dernières se retrouvent autour de slogans comme « Le personnel est politique ». De plus, à un niveau stratégique, les slogans contribuent à élargir ou à restreindre le spectre des alliances possibles et, ainsi, participent à la morphologie des mouvements sociaux. Enfin, les slogans font partie de l'héritage des mobilisations. Une fois que la marée est redescendue, que les contestataires sont rentrés chez eux et que la poussière est retombée, les slogans sont souvent ce que le public retient de ces « moments de folie »⁴⁶. Aussi, le slogan « Nous sommes les 99 % » pourrait bien être, avec l'idée d'occupation, ce que le public retiendra de la vague de mobilisations de l'automne 2011.

On peut donc s'interroger sur les facteurs qui poussent les militants à formuler et à utiliser certains slogans plutôt que d'autres. À cet égard, il est intéressant de remarquer que le slogan « Nous sommes les 99 % » est apparu aux États-Unis et a été repris au Canada, mais qu'il ne semble pas circuler en Europe. Comme le montrent les travaux de

46. Voir Aristide R. Zolberg, « Moments of Madness », *Politics & Society*, vol. 2, n° 2, 1972, p. 183-207.

Marc Steinberg et de Sidney Tarrow, les slogans et les cadres d'action collective sont conditionnés par les répertoires discursifs en vigueur et la culture politique locale⁴⁷. On peut alors faire l'hypothèse que le statut marginal des classes sociales dans le débat public nord-américain rendait peu probable l'émergence d'un slogan et d'un cadre insistant sur les rapports de classe. Il est d'ailleurs révélateur que les critiques formulées à l'encontre du mouvement Occupy par des militants nord-américains insistent sur les questions de race et de sexe – deux aspects qui entrent en résonance avec les discours multiculturaliste et féministe nord-américains –, mais négligent la question des classes sociales.

Finalement, on peut faire aussi l'hypothèse que l'origine et le succès du slogan « Nous sommes les 99 % » sont liés à la nature même du mouvement Occupy. Ce dernier peut, en effet, être interprété comme un contre-mouvement au sens de Karl Polanyi, c'est-à-dire comme un réflexe de survie de la société contre le marché, comme un élan visant à ré-encadrer les transactions marchandes au sein d'arrangements sociaux et d'institutions guidés par des principes de solidarité et d'équité⁴⁸. Les 99 % représenteraient alors

47. Voir Marc W. Steinberg, « The Roar of the Crowd: Repertoires of Discourse and Collective Action Among the Spitalfields Silk Weavers in Nineteenth-Century London », in Mark Traugott (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995, p. 57-87; et Sidney Tarrow, « Mentalities, Political Cultures and Collective Actions Frames: Constructing Meaning through Action », in Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 174-202.

48. Voir Karl Polanyi, *La grande transformation*, op. cit., Boston, Beacon Press, 1957 [1944]; ainsi que le chapitre de Martin Petitclerc dans cet ouvrage.

le corps social et les mobilisations, ses anticorps. L'image est évocatrice, mais elle a un coût analytique et politique dont nous avons exposé les grandes lignes. À mal cerner la réalité sociale, on se prive de moyens nécessaires à sa transformation.

Financiarisation, crédit et théorie critique du capitalisme avancé

ÉRIC PINEAULT¹

... comme le capitalisme contemporain est entièrement « financiarisé » et qu'il se déploie désormais sur une orbite spéculative informatisée, cette autodestruction pourrait (devrait?) prendre la forme d'une crise financière généralisée. La suite dépendrait alors des réponses politiques que l'humanité saura donner à une telle crise pour qu'elle ne détruise pas les sociétés avec elle.

– Michel Freitag, 2006²

Crise et capitalisme financiarisé

Nous étions plusieurs, à l'instar de Michel Freitag, à voir dans la crise économique et financière récente (2007 à 2010) une occasion obligée de reconsidérer et de discuter sur une base élargie et politique les finalités et modalités du modèle de développement économique qui domine nos sociétés.

1. Éric Pineault est professeur au département de sociologie de l'UQAM et membre du Collectif d'analyse de la financiarisation du capitalisme avancé (CAFCA). Économiste et sociologue, ses recherches portent sur la financiarisation du capitalisme avancé et sur les hypothèses de transition vers une économie écologique post-capitaliste.
2. Michel Freitag, *L'impassé de la globalisation*, Montréal, Écosociété, 2006.